# Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec la presse le 13 septembre 2012, sur la situation au Mali et en Syrie.

2012-11-13

Q - L'intervention au Mali. Les préparatifs sont-ils avancés maintenant, puisqu'il semblerait qu'à la fin du mois les choses vont s'accélérer aux Nations unies ?

R - Il y a trois volets. Il y a d'abord un volet politique : il faut à la fois conforter les autorités légitimes du Mali, à Bamako, et dans le même temps que ces autorités commencent à discuter avec les groupes présents dans le Nord qui ne sont pas des groupes terroristes et qui reconnaissent l'intégrité du Mali. Donc c'est le volet politique, qui est en cours. Deuxième point, il y a le volet sécuritaire. Là-dessus les choses ont avancé puisque les Africains se sont mis d'accord sur le nombre de militaires maliens à former et sur les appuis qu'il doit y avoir de la part d'autres pays africains. Il va y avoir 3.300 hommes qui vont être mis à disposition. C'est le deuxième aspect. Cela va être proposé aux Nations unies fin novembre, début décembre. Et troisième point, il y a aussi une action en matière de développement et en matière humanitaire parce qu'il y a beaucoup à faire dans ce domaine. La France va essayer de faciliter tout cela. Nous n'avons pas du tout l'intention d'avoir des militaires au sol : c'est aux Africains qu'il appartient d'agir mais nous sommes des facilitateurs aux niveaux local et international.

Q - Si les Africains demandent à la France d'intervenir en bombardant, parce qu'ils en ont besoin, que leur répondra-t-on ?

R - Non, nous n'en sommes pas du tout là. De toute manière, les choses vont mettre du temps et ce sont des opérations qui doivent être menées par les Africains eux-mêmes. Pas seulement par le Mali mais aussi par les pays voisins, avec l'appui bien sûr des Nations unies. Mais nous, nous pouvons faire ce que l'on appelle de l'appui logistique, c'est-à-dire par exemple, des éléments pour aider au renseignement (des écoutes) et pour appuyer la reconnaissance aérienne. Nous n'avons pas du tout l'intention d'envoyer des troupes.

Q - Quel est le rôle des Européens ? Les Allemands, les Anglais apporteront-ils aussi une aide logistique ? Est-ce que les Américains enverront leurs drones aussi ?

R - Les Européens vont aider à la formation des troupes africaines : il va y avoir des instructeurs dans les pays voisins qui vont aider à la formation. Cela a été décidé. Il va y

avoir aussi une aide humanitaire et financière. Et il en sera de même au niveau des Nations unies parce que nous devons faire voter une deuxième résolution des Nations unies 45 jours après la première. Ce sera fait début décembre.

Q - Et l'aide des drones américains ?

R - Pour le moment il n'y a pas eu de demandes qui ont été faites et on verra ce que décideront nos amis Américains. Mais ce qui est vrai - et je le sens dans tous mes contacts - tous les pays d'Afrique et du monde se rendent bien compte que le but est de lutter contre le terrorisme. Et là il y a un foyer de terrorisme qui s'est établi au Mali et il ne faut pas le laisser se développer.

Q - Quelle est votre position sur la Syrie ? La France fournira-t-elle des armes à l'opposition syrienne qui vient de s'unifier ?

R - Il y a un embargo sur les armes de la part de l'ensemble des pays européens et bien évidemment la France respecte cet embargo. Cela étant dit, la décision qui a été prise de créer une coalition nationale syrienne est une excellente décision parce que cela va permettre à l'opposition syrienne de s'unir dans sa diversité. La France soutient tout à fait cette nouvelle coalition nationale qui va rendre possible et crédible, et d'une façon beaucoup plus forte, la lutte de l'opposition et l'alternative au régime de Bachar Al-Assad. Et nous allons donc voir sur les plans humanitaire, administratif et médical, ce que nous pouvons faire pour aider la coalition.

Q - Il semble qu'il y ait une différence d'appréciation entre les gouvernements britannique et français quant à l'appui à fournir à l'opposition syrienne. Les britanniques sembleraient plus enclins à délivrer des armes à cette coalition.

R - Je n'ai pas senti cette différence.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 22 novembre 2012

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/186381-laurent-fabius-13112012-situation-au-mali-et-en-syrie